

**Communiqué de
presse
20 Mai 2022**

Laurent Wauquiez n'a pas attendu le 16 mai pour baisser les subventions de Grenoble et de ses autres territoires.

Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a déclaré qu'il couperait les subventions à la Ville de Grenoble si celle-ci adoptait un nouveau règlement intérieur des piscines municipales. Au-delà de son caractère anti-démocratique, cette décision se fonde sur une interprétation tronquée de la loi de 1905 ainsi que sur la « *Charte des valeurs de la France et de la laïcité* » de la Région, réinterprétation très contestable et contestée, laquelle propose entre autres errements d'interdire l'écriture inclusive. Ce fait du prince s'inscrit également dans un contexte de baisse globale du soutien financier de la Région envers ses territoires, car elle est très loin de ne concerner que Grenoble.

Dans le domaine culturel, cette sentence vient impacter des institutions qui ont largement contribué à la structuration et à la vitalité des filières artistiques et culturelles régionales, bien au-delà des métropoles où elles sont implantées. Parmi de nombreuses structures, sont concernés notamment : le Théâtre National Populaire à Villeurbanne, la Biennale d'art contemporain comme le Festival lumière sur la Métropole de Lyon, l'Opéra de Lyon comme la Villa Gillet, la MC2 et l'Observatoire des politiques culturelles à Grenoble... Cette baisse violente vient mettre en péril l'écosystème culturel de territoires comme Lyon ou Grenoble, déjà fragilisé par la crise sanitaire.

Ce désengagement massif de la Région affecte également de nombreuses politiques publiques, notamment celles en faveur de la santé, du climat et des solidarités. Sont rognées, supprimées ou suspendues :

- les aides au remplacement des chauffages bois peu performants, alors que les chauffages bois contribuent à la moitié des émissions de particules fines sur nos territoires, et jusqu'à 75% en hiver lors d'épisodes de Pollution
- les aides à de nombreuses associations agissant dans les champs de l'insertion, de l'aide alimentaire, de la santé, du médico-social, de l'éducation populaire, de la solidarité internationale, de la protection de l'environnement, des

droits des femmes, du logement et de l'hébergement ou de la lutte contre les discriminations comme en témoigne le collectif d'associations Vent d'Assos

- les aides à la conversion des véhicules des professionnels, indispensables pour accompagner les TPE-PME dans la transition énergétique de leur parc de véhicules, et ainsi améliorer la qualité de l'air, ces aides étant d'autant plus importantes dans le contexte actuel de renforcement des zones à faibles émissions
- les aides à la conversion des véhicules publics, elles aussi cruciales pour améliorer la qualité de l'air de nos territoires et accompagner les collectivités
- la suppression des subventions à plusieurs festivals de films LGBTQIA+
- les aides relatives à la gestion des déchets, notamment celles en lien avec la mise en place de la collecte et du traitement des déchets alimentaires et la reconstruction et modernisation des centres de tri
- les aides en faveur de la biodiversité, du développement de trames vertes et bleues, de la gestion des sites Natura 2000 et de la protection des réserves naturelles régionales
- la subvention au Planning Familial qui a diminué de 30%, impactant notamment le « Pass Contraception » à destination des jeunes
- les appels à projets « Bois énergie » et « Réseaux de Chaleur » de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ou encore l'exclusion des Métropoles, de leurs communes membres et des initiatives citoyennes de l'appel à projets régional « Financer des projets de désamiantage de toitures en cas de solarisation »...

Laurent Wauquiez n'a donc pas attendu un quelconque débat sur le règlement intérieur des piscines grenobloises pour massivement se désengager financièrement de nos territoires de progrès. C'est une attaque contre notre capacité de transformation du quotidien, la protection de notre environnement, les emplois associatifs, le pouvoir d'achat et la santé des habitant-es. Ses esclandres ne doivent pas faire oublier la politique d'austérité, résolument conservatrice quand elle n'est pas ouvertement réactionnaire, que mène l'institution qu'il dirige au détriment de tous-tes les habitant-es de notre région.

La Région investira encore tout de même sur notre territoire, certes sans aucune commune mesure (en euro par habitant-e) avec les départements et communes fétiches de M. Wauquiez, à l'instar de la Haute-Loire et du Puy-en-Velay, et ce au mépris de toute équité territoriale.

Le Président de la région Auvergne-Rhône-Alpes doit revenir à la raison, et le plus vite sera le mieux. Il est grand temps que notre Région sorte de ces logiques vassaliques et revienne enfin dans le digne chemin de la République : indivisible, laïque, démocratique et sociale !

Margot Belair et Antoine Back, coprésident-es du Groupe Grenoble en Commun